



François-Xavier FERRUCCI  
Délégué fédéral Solidaires Finances  
à  
Monsieur Gérald Darmanin  
Ministre de l'Action et des comptes publics

Monsieur le ministre,

Depuis de trop nombreuses années, les agents des Finances publiques en contact avec le public souffrent des réactions de colère des contribuables à leur rencontre. De l'insulte au crachat, de la violence verbale jusqu'à parfois la violence physique, voire pire, les personnels des Finances publiques sont devenus une cible bien facile. Durant ces dernières semaines, les bâtiments publics abritant les services de la DGFIP ont été visés, mettant en danger de mort certains collègues qui y résidaient (gardien, chef de poste). On dénombre 55 immeubles touchés par des dégradations plus ou moins importantes. Des agents ont également été molestés et insultés, traités de « collabo » alors qu'ils servent avec une conscience professionnelle exceptionnelle le service public. Le pire moment fût sans doute la tenue de l'Arbre de Noël des Finances dans le Calvados, où les agents présents et leurs enfants ont été hués au moment où ils se déplaçaient dans la salle prévue à cet effet pour recevoir leurs cadeaux.

Ces événements douloureux sont, du point de vue de Solidaires Finances, le fruit des politiques fiscales et économiques du gouvernement actuel et des précédents entraînant un mouvement inédit des « gilets jaunes » qui exprime l'injustice fiscale et sociale qui croît dans notre pays.

De plus, vos déclarations que nous qualifierons de maladroitesses pour demeurer respectueux et polis, ont contribué à ce mécontentement général.

Le fonctionnaire-basching et les informations erronées, sur le prélèvement à la source notamment, que vous avez distillées durant la période récente sont de nature à mettre en danger les personnels des Finances publiques. Nous vous l'avions signifié à l'oral lors d'une rencontre bilatérale, mais à l'évidence, vous ne nous avez pas écouté.

Elles sont constitutives d'une mise en danger d'agents publics qui sont sous votre responsabilité pénale ainsi que de celle du directeur général et indéniablement génératrices de risques psychosociaux pour les personnels concernés.

Aussi, Solidaires Finances et Solidaires Finances Publiques, 1ère fédération au Ministère et 1<sup>er</sup> syndicat à la DGFIP, refuse que les personnels soient les boucs émissaires de vos choix politiques et par ce courrier vous signifie une mise en alerte officielle sur la situation dégradée dans laquelle se trouvent les agents de la DGFIP au moment où le prélèvement à la source se met en place.